



Communiqué

CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2024

- Produits des activités ordinaires de 1 054,4 millions \$, par rapport à 933,3 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat dilué par action (RPA) de 0,20 \$, par rapport à 0,01 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,24 \$, par rapport à 0,06 \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 130,1 millions \$, comparativement à 39,4 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ de 145,1 millions \$, par rapport à 60,9 millions \$ pour l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽¹⁾ de 1 010,3 millions \$ et carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ record de 11,2 milliards \$
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ de 3,22, par rapport à 3,41 à la fin du trimestre précédent

Montréal (Canada), le 9 août 2023 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 1 054,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 933,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 0,20 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,01 \$ pour l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,24 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,06 \$ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 130,1 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 39,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Au premier trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 145,1 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 60,9 millions \$ (6,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les montants par action)

	T1-2024	T1-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 054,4 \$	933,3 \$	13 %
Résultat opérationnel	130,1 \$	39,4 \$	230 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	145,1 \$	60,9 \$	138 %
<i>En % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	13,8 %	6,5 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3 \$	1,7 \$	3 741 %
Résultat dilué par action (RPA)	0,20 \$	0,01 \$	1 900 %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,24 \$	0,06 \$	300 %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	1 010,3 \$	1 049,1 \$	(4) %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	11 183,5 \$	10 025,6 \$	12 %

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

« Nous avons commencé l'exercice du bon pied, les résultats du premier trimestre reflétant la croissance à deux chiffres enregistrée dans le secteur Civil par rapport à l'exercice précédent, la transformation et le renforcement continus dans le secteur Défense et l'augmentation de la rentabilité dans le secteur Santé. Nous avons également renforcé notre situation financière et nous sommes en bonne voie pour atteindre notre cible

d'endettement d'ici le milieu de l'exercice », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons fait d'excellents progrès au cours du trimestre pour assurer l'avenir de CAE avec des prises de commandes ajustées totalisant plus de 1 milliard \$, pour un carnet de commandes ajusté record de 11,2 milliards \$. En tant que partenaire de choix, nous comblons une plus grande part des besoins opérationnels et de formation de nos clients du domaine de l'aviation civile, comme en témoignent les ententes de services de formation à long terme que nous avons maintenant avec la quasi-totalité des grandes compagnies aériennes américaines. Nous réalisons aussi d'excellents progrès en vue de transformer le secteur Défense, comme l'illustrent les importants programmes stratégiques que nous avons récemment remportés, y compris la sélection de SkyAlyne en tant que soumissionnaire retenu pour gérer le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir, le programme de formation des pilotes et des équipages de prochaine génération de l'Aviation royale canadienne. Ce programme représente une occasion d'entraînement de plusieurs milliards de dollars pour CAE au cours des 25 prochaines années. Sur chacun de nos marchés, nos clients ont un besoin croissant de solutions innovatrices d'entraînement et de soutien opérationnel pour réussir dans des environnements de plus en plus complexes. En ce qui concerne la période à venir, nous demeurons très encouragés par les tendances favorables à long terme qui se dessinent dans tous les secteurs et par la croissance que nous prévoyons atteindre grâce à notre leadership technologique, à notre position de chef de file mondial sur le marché et à la puissance d'Un CAE. »

Aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 540,3 millions \$, par rapport à 480,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 105,6 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 75,4 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 119,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 86,6 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré six simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 77 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 730,2 millions \$, notamment une série de contrats commerciaux à long terme et d'ententes de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires et des contrats visant la vente de 22 FFS. À l'occasion du Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris, qui s'est tenu récemment, le secteur Civil a également annoncé la signature d'un accord avec Boeing selon lequel il deviendra fournisseur de formation agréé et le premier à offrir le programme de formation et d'évaluation axé sur ses compétences. Par ailleurs, également à l'occasion de ce salon, CAE a dévoilé son rapport *Prévisions en matière de talents en aviation 2023*, qui prévoit un besoin mondial de 1,3 million de nouveaux professionnels de l'aviation (pilotes, techniciens de maintenance d'aéronefs et membres d'équipage de cabine) au cours des dix prochaines années afin de soutenir la croissance attendue des marchés de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 1,35 pour le trimestre et à 1,36 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 5,8 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

(montants en millions)

	T1-2024	T1-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	540,3 \$	480,4 \$	12 %
Résultat opérationnel	105,6 \$	75,4 \$	40 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	119,0 \$	86,6 \$	37 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	22,0 %	18,0 %	
Prises de commandes ajustées	730,2 \$	521,5 \$	40 %
Carnet de commandes ajusté	5 764,8 \$	4 993,2 \$	15 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	268	250	7 %
FFS dans le réseau de CAE	327	318	3 %
FFS livrés	6	10	(40) %
Taux d'utilisation	77 %	71 %	8 %

Défense et Sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 471,7 millions \$, par rapport à 413,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 22,7 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 30,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 24,3 millions \$ (5,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 21,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 237,7 millions \$ et des contrats non financés additionnels d'une valeur de 779,0 millions \$. Parmi les principaux contrats, mentionnons un contrat de 12 ans d'une valeur de 455,0 millions \$ US pour appuyer les services de soutien à l'entraînement de l'école de pilotage (FSTSS) à Fort Novosel, en Alabama, qui porte sur des solutions d'entraînement et de simulation pour l'entraînement au vol des débutants et des diplômés sur les appareils à voilure tournante. Le secteur Défense a également remporté le contrat IFT-R (*Introductory Flight Training – Rotary Wing*) de la U.S. Air Force (USAF), d'une valeur maximale de 110,6 millions \$ US sur la durée totale du contrat, pour l'exécution de toutes les formations initiales au pilotage d'hélicoptères de l'USAF. Dans le cadre du contrat IFT-R, CAE fournira une solution d'entraînement complète à partir de son centre de formation existant CAE Dothan, situé à Dothan, en Alabama. Parallèlement à ces deux contrats essentiels aux missions dans le domaine aérien, le secteur Défense a également obtenu un contrat dans le domaine terrestre qui est crucial pour la mission de l'armée américaine, à savoir la phase II des travaux de prototypage rapide à l'appui du programme de l'entraîneur virtuel du soldat (SVT), qui est destiné à remplacer plus de 800 systèmes d'entraînement existants. Ce programme permet au secteur Défense de poursuivre l'expansion des environnements d'entraînement synthétiques afin d'offrir des capacités immersives favorisant l'entraînement dirigé par le soldat à l'endroit souhaité. Sur le plan international, le secteur Défense a obtenu un contrat du Commonwealth d'Australie pour la poursuite des services de soutien dans le cadre du programme ASIST (*Aerospace Simulator Integrated Support and Training*) des Forces armées australiennes.

Depuis la fin du trimestre, le secteur Défense a continué de tirer parti de son centre de formation de Dothan et de l'expertise en tête de l'industrie de CAE en matière de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires pour fournir des solutions essentielles aux missions aux clients de la U.S. Army dans le domaine de l'aviation. Il a remporté un contrat pour la formation fondée sur la simulation de l'important système aéroporté de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) de prochaine génération de la U.S. Army, le système de détection et d'exploitation de haute précision (HADES), qui est basé sur l'avion d'affaires Bombardier Global 6500.

Également après la fin du trimestre, SkyAlyne – un partenariat entre CAE et KF Aerospace – a été désignée par le gouvernement du Canada comme le soumissionnaire retenu pour gérer le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) de l'Aviation royale canadienne (ARC). Le contrat du FPNA représente une occasion d'entraînement générationnel. Il couvrira tous les aspects de la formation requise et du soutien en service pour former les pilotes militaires canadiens, les officiers des systèmes de combat aérien (ACSO) et les opérateurs de détecteurs électroniques aéroportés (AES OP). L'octroi du contrat est prévu pour 2024. Il devrait s'agir du plus important contrat jamais remporté par CAE.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,50 pour le trimestre et à 0,94 pour les 12 derniers mois (excluant le carnet de commandes non financé d'une valeur de 779,0 millions \$). Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 5,4 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 8,8 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité <i>(montants en millions)</i>	T1-2024	T1-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	471,7 \$	413,3 \$	14 %
Résultat opérationnel	22,7 \$	(30,3) \$	175 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	24,3 \$	(21,2) \$	215 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	5,2 %	— %	
Prises de commandes ajustées	237,7 \$	488,0 \$	(51) %
Carnet de commandes ajusté	5 418,7 \$	5 032,4 \$	8 %

Santé

Au premier trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 42,4 millions \$, par rapport à 39,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 1,8 million \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 5,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,8 million \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 4,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Santé a notamment obtenu des contrats importants de l'Université Belmont pour l'utilisation de sa solution de gestion de centres CAE LearningSpace au Thomas F. Frist, Jr. College of Medicine à Nashville, au Tennessee. Le secteur Santé a également obtenu un contrat de l'Université du Dakota du Nord visant la vente de plusieurs simulateurs pour son système d'éducation mobile Simulation in Motion, et a annoncé l'ouverture du centre de simulation Louisiana Delta Community College, conçu et équipé par CAE. Au niveau international, le secteur Santé a conclu la vente de plusieurs produits à un laboratoire de simulation en Inde pour des procédures préhospitalières, de néonatalogie, de pédiatrie, d'obstétrique, de gynécologie et d'échographie. Dans le cadre de ses solutions personnalisées pour divers secteurs, le secteur Santé a conclu un accord avec Abbott Laboratories pour le développement d'une plateforme de formation soutenant le lancement commercial d'un stimulateur cardiaque.

Sommaire des résultats – Santé <i>(montants en millions)</i>	T1-2024	T1-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	42,4 \$	39,6 \$	7 %
Résultat opérationnel	1,8 \$	(5,7) \$	132 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	1,8 \$	(4,5) \$	140 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,2 %	— %	

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 15,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2024, essentiellement attribuable à l'acquisition, à l'exercice 2022, de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 49,3 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 162,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ correspondent à un montant négatif de 104,9 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 182,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et la baisse des investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 11 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 16 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 13 % pour le trimestre, comparativement à 21 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte de l'incidence favorable sur la charge d'impôt de la décision de la cour fiscale concernant l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), contrebalancée en partie par l'incidence défavorable de l'augmentation des charges d'intérêts qui a découlé de la même décision.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 90,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 166,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,22. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 032,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,41. CAE a conclu un placement privé d'un montant en capital total de 400 millions \$ de billets de premier rang non garantis à 5,541 % de série 1 échéant le 12 juin 2028. CAE a affecté le produit net au remboursement de l'encours de la dette et à d'autres fins générales de l'entreprise.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 54,1 millions \$, comparativement à 51,4 millions \$ au trimestre précédent et à 36,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières par rapport aux deux périodes comparatives reflète essentiellement l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos titres d'emprunt à taux variable ainsi que l'augmentation des intérêts qui a découlé de la décision de la cour fiscale concernant l'ISAD au cours du trimestre.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 6,6 % pour le trimestre, comparativement à 5,7 % au trimestre précédent et à 5,2 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a publié son rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2023, qui présente les efforts continus de la Société pour intégrer des considérations environnementales, sociales et économiques dans ses activités, et qui souligne son engagement envers le succès à long terme et la création d'impacts positifs pour ses parties prenantes et pour la société dans son ensemble. Ce rapport marque le coup d'envoi de la nouvelle feuille de route stratégique quinquennale de la Société en matière d'ESG et, à ce titre, il a été repensé et amélioré pour s'aligner sur les meilleures pratiques du secteur et répondre aux attentes des parties prenantes. Il s'agit du rapport le plus complet jamais publié par la Société, et CAE a fourni de l'information plus détaillée sur plus de 15 nouveaux sujets importants et des indicateurs de rendement.

Le rapport, qui souligne le parcours de CAE vers la gestion de l'environnement, la responsabilité sociale et les pratiques commerciales durables, inclut ce qui suit :

- L'adhésion de CAE à l'International Aerospace Environmental Group (IAEG), un groupe de fabricants OEM des domaines de l'aéronautique et de la défense qui vise à favoriser la croissance durable du secteur grâce à des pratiques responsables. En participant à l'IAEG, CAE contribuera à l'harmonisation des exigences ESG pour les fournisseurs du secteur de l'aéronautique et de la défense.
- L'adhésion de CAE à l'initiative RE100 du Climate Group, un regroupement de 400 entreprises mondiales engagées dans l'utilisation d'énergies renouvelables partout dans le monde. L'entrée de CAE dans ce groupe témoigne une fois de plus du sérieux de ses réalisations et de ses engagements en matière d'énergie renouvelable.
- L'élargissement de la divulgation des émissions de portée 3 de CAE au-delà des voyages d'affaires en avion à d'autres catégories importantes et l'intégration continue des critères de durabilité dans les processus de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Pour de plus amples renseignements sur la manière dont CAE soutient les efforts de décarbonation du secteur de l'aviation et contribue à un avenir plus durable pour tous, veuillez télécharger le rapport au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

Perspectives inchangées de la direction

CAE exécute une stratégie de croissance qui lui permettra de devenir une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Grâce à des investissements rentables liés à la croissance et à une solide exécution, son secteur Civil, le plus important au sein de CAE, a récemment dépassé la rentabilité de 2019, avant même la reprise complète du trafic passagers dans des régions clés, et il continue d'afficher un solide élan de croissance. La Société est en bonne voie d'atteindre le taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025) de l'ordre de 25 % qu'elle cible, grâce aux excellents résultats soutenus du secteur Civil, à l'initiative pluriannuelle de transformation en cours dans le secteur Défense, ainsi qu'à l'accroissement de la portée et de la rentabilité du secteur Santé. La réalisation de la stratégie de croissance de CAE devrait amener une base d'activités beaucoup plus importante avec une structure de capital qui la dotera d'une grande marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans son avenir avec les remboursements de capital à ses actionnaires.

La direction maintient sa vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années, et prévoit que les tendances à long terme seront très favorables pour tous les secteurs d'activité de CAE. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités cruciales de formation et de soutien opérationnel numérique ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, ainsi que la forte demande prévue de formation de pilotes dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense se trouve au tout début d'un cycle haussier prolongé, stimulé par les tensions géopolitiques et les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense. L'évolution des priorités en matière de défense nationale vers une plus grande importance accordée aux menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse du besoin pour des solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti de l'expertise de CAE en matière de simulation et de formation dans le domaine de l'aviation commerciale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense de CAE. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la forte demande en personnel infirmier et les occasions d'affaires de plus en plus nombreuses dans le domaine de la simulation médicale.

La Société s'attend à ce que le secteur Civil continue de croître à un rythme supérieur à celui du marché, grâce à la reprise cyclique continue et au niveau élevé et soutenu de la demande de pilotes et de formation des pilotes dans tous les segments de l'aviation civile. Pour l'exercice 2024, la direction prévoit une croissance annuelle d'environ 15 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil, avec des marges annuelles semblables à celles enregistrées à l'exercice 2023, en raison de l'augmentation de la formation et de la hausse des volumes de livraison de FFS aux clients, ainsi que des déploiements continus de simulateurs en vue d'agrandir le réseau mondial de formation de CAE. Le secteur Civil de CAE devrait connaître un cycle saisonnier plus habituel pour

l'exercice 2024, avec un rendement plus élevé au second semestre de l'exercice. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer une cinquantaine de FFS à des clients du monde entier au cours de l'exercice, dont environ les trois quarts au second semestre.

Le secteur Défense de CAE a entrepris une transformation pluriannuelle qui devrait le rendre considérablement plus important et plus rentable. À ce jour, le secteur Défense s'est transformé en la plus importante entreprise mondiale d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des solutions d'entraînement de premier plan de CAE en aviation commerciale et pour transformer l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans le monde, accroissement qu'accéléreront la capacité et la clientèle élargies. Les récents programmes stratégiques remportés par le secteur Défense, son carnet de commandes ajusté record de 5,4 milliards \$ et ses soumissions et propositions d'une valeur de 8,8 milliards \$ en attente d'une décision de clients sont autant de facteurs illustrant le bien-fondé de sa stratégie de transformation. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions supplémentaires pour CAE dans les années à venir.

À l'exercice 2024, le secteur Défense compte poursuivre la croissance de son carnet de commandes avec des programmes plus importants et plus rentables, tout en s'attaquant à un volume critique de contrats existants à plus faible marge. La direction continue de cibler précisément l'exécution; pour l'ensemble de l'exercice, elle s'attend à une amélioration des résultats chaque trimestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, avec une pondération plus importante au second semestre, conformément au caractère saisonnier historique des activités. À court terme, les considérations externes susceptibles de toucher le secteur Défense comprennent les retards dans les commandes qui pourraient survenir au cours des 12 prochains mois compte tenu de l'incertitude entourant les crédits budgétaires du gouvernement américain. Au même moment, le secteur Défense s'attend à ce que les problèmes aigus de chaîne d'approvisionnement et de main-d'œuvre auxquels il a été confronté au cours des 12 derniers mois continuent de s'estomper. À long terme, CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense, grâce à la conversion de ses soumissions en prises de commandes dont la marge est plus élevée et de l'exécution de contrats générant des profits élevés autant que durables.

La direction est d'avis que le secteur Santé pourrait accélérer sa création de valeur à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et poursuit la croissance de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices.

Le total des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2024 devrait être d'environ 50 millions \$ supérieur à celui affiché pour l'exercice précédent, principalement en raison du montant plus élevé des investissements internes rentables axés sur le marché qui seront consacrés à l'expansion du réseau de formation du secteur Civil, au déploiement de simulateurs et à l'impartition de la formation par les clients. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Conformément à ses priorités d'investissement de croissance et à ses hypothèses en matière de fonds de roulement hors trésorerie pour l'exercice 2024, la Société s'attend à enregistrer des charges financières d'environ 50 millions \$ par trimestre, et ce, au moins pour le premier semestre de l'exercice. La direction garde le cap sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement progressif de son bilan. CAE continue de prévoir que son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à 3,00 d'ici le milieu de l'exercice, moment auquel elle estime être en mesure d'envisager le rétablissement des remboursements de capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif ajusté moyen sera d'environ 22 % pour le reste de l'exercice.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2024 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2024, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2023 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2023, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2024

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 14 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À CAE, nous fournissons aux gens qui occupent des rôles critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires pour rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité, et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute fidélité possible et des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses

d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions ESG, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou à la performance future et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 9 août 2023 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué de presse. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 9 août 2023. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2024 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les risques importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023, disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile, Défense et Sécurité, et Santé), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « Calculs et rapprochements » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté

Le RCU est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Pour sa part, le RCU ajusté est aussi ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. Nous l'utilisons parce qu'il reflète notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i> Trimestres clos les 30 juin	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Résultat opérationnel	105,6 \$	75,4 \$	22,7 \$	(30,3) \$	1,8 \$	(5,7) \$	130,1 \$	39,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,4	11,2	1,6	9,1	—	1,2	15,0	21,5
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	119,0 \$	86,6 \$	24,3 \$	(21,2) \$	1,8 \$	(4,5) \$	145,1 \$	60,9 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3 \$	1,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	11,5	15,9
Résultat net ajusté	76,8 \$	17,6 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	318,2
RPA ajusté	0,24 \$	0,06 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Résultat avant impôt sur le résultat	76,0 \$	3,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,0	21,5
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	91,0 \$	24,7 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8,2	(0,5)
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	3,5	5,6
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	11,7 \$	5,1 \$
Taux d'imposition effectif	11 %	(16) %
Taux d'imposition effectif ajusté	13 %	21 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	130,4 \$	67,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(179,7)	(230,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(49,3) \$	(162,6) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(35,7)	(16,9)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(17,2)	(14,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3,4	4,0
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(12,7)	1,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,6	6,4
Flux de trésorerie disponibles	(104,9) \$	(182,4) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2023	2022
Résultat opérationnel	564,7 \$	237,4 \$
Dotations aux amortissements	351,7	322,0
BAIIA	916,4 \$	559,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	57,8	156,2
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	9,8	—
Ajustement transitoire lié à l'infonagique	—	13,4
BAIIA ajusté	984,0 \$	729,0 \$
Dette nette	3 166,4 \$	3 025,9 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	3,46	5,41
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,22	4,15

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	30 juin 2023	31 mars 2023
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 211,5 \$	2 235,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(152,8)	(217,6)
Passifs courants	(2 143,3)	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	208,0	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie	123,4 \$	(14,7) \$
Immobilisations corporelles	2 394,3	2 387,1
Immobilisations incorporelles	3 986,2	4 050,8
Autres actifs non courants	1 728,1	1 763,6
Autres passifs non courants	(484,0)	(565,4)
Capital utilisé	7 748,0 \$	7 621,4 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	208,0	214,6
Dette à long terme	3 111,2	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(152,8)	(217,6)
Dette nette	3 166,4 \$	3 032,5 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 499,2	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	82,4	81,2
Capital utilisé	7 748,0 \$	7 621,4 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2023 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Produits des activités ordinaires	1 054,4 \$	933,3 \$
Coût des ventes	748,5	700,4
Marge brute	305,9 \$	232,9 \$
Frais de recherche et de développement	39,1	40,7
Frais de vente, généraux et d'administration	139,7	145,1
Autres (profits) et pertes	(1,4)	(2,4)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(16,6)	(11,4)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,0	21,5
Résultat opérationnel	130,1 \$	39,4 \$
Charges financières – montant net	54,1	36,2
Résultat avant impôt sur le résultat	76,0 \$	3,2 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8,2	(0,5)
Résultat net	67,8 \$	3,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3 \$	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,0
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base	0,21 \$	0,01 \$
Dilué	0,20 \$	0,01 \$

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Résultat net	67,8 \$	3,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(97,8) \$	56,3 \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	27,5	(43,6)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(0,1)	(0,2)
Gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	13,4	8,3
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	0,6	(15,9)
Impôt sur le résultat	(7,3)	3,5
	(63,7) \$	8,4 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net		
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(21,4) \$	62,1 \$
Impôt sur le résultat	5,7	(16,5)
	(15,7) \$	45,6 \$
Autres éléments du résultat global	(79,4) \$	54,0 \$
Total du résultat global	(11,6) \$	57,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(12,8) \$	54,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,2	2,8

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2023	2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152,8 \$	217,6 \$
Créances clients	617,1	615,7
Actifs sur contrat	676,1	693,8
Stocks	651,5	583,4
Acomptes	76,3	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	19,7	48,3
Actifs financiers dérivés	18,0	12,1
Total de l'actif courant	2 211,5 \$	2 235,0 \$
Immobilisations corporelles	2 394,3	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation	409,5	426,9
Immobilisations incorporelles	3 986,2	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	535,3	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel	31,7	51,1
Actifs d'impôt différé	151,8	125,1
Actifs financiers dérivés	16,9	9,2
Autres actifs non courants	582,9	620,6
Total de l'actif	10 320,1 \$	10 436,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	932,9 \$	1 036,7 \$
Provisions	20,0	26,7
Impôt sur le résultat à payer	46,3	21,1
Passifs sur contrat	907,7	905,7
Partie courante de la dette à long terme	208,0	214,6
Passifs financiers dérivés	28,4	41,9
Total du passif courant	2 143,3 \$	2 246,7 \$
Provisions	18,0	20,1
Dette à long terme	3 111,2	3 035,5
Obligations au titre des redevances	113,3	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel	94,1	91,9
Passifs d'impôt différé	77,7	129,3
Passifs financiers dérivés	3,3	6,5
Autres passifs non courants	177,6	198,2
Total du passif	5 738,5 \$	5 847,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 247,6 \$	2 243,6 \$
Surplus d'apport	42,4	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global	104,8	167,2
Résultats non distribués	2 104,4	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 499,2 \$	4 507,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	82,4	81,2
Total des capitaux propres	4 581,6 \$	4 588,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 320,1 \$	10 436,5 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2023

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	65,3 \$	65,3 \$	2,5 \$	67,8 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(62,4)	(15,7)	(78,1)	(1,3)	(79,4)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(62,4) \$	49,6 \$	(12,8) \$	1,2 \$	(11,6) \$	
Exercice d'options sur actions	200 413	4,0	(0,6)	—	—	3,4	—	3,4	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	—	—	0,9	—	—	0,9	—	0,9	
Soldes au 30 juin 2023	318 106 703	2 247,6 \$	42,4 \$	104,8 \$	2 104,4 \$	4 499,2 \$	82,4 \$	4 581,6 \$	

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Trimestre clos le 30 juin 2022

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	1,7 \$	1,7 \$	2,0 \$	3,7 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	7,6	45,6	53,2	0,8	54,0	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	7,6 \$	47,3 \$	54,9 \$	2,8 \$	57,7 \$	
Exercice d'options sur actions	645 277	13,2	(1,7)	—	—	11,5	—	11,5	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	—	—	3,3	—	—	3,3	—	3,3	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)	
Soldes au 30 juin 2022	317 669 400	2 237,9 \$	40,2 \$	(23,6) \$	1 824,9 \$	4 079,4 \$	74,7 \$	4 154,1 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2023	2022
Activités opérationnelles		
Résultat net	67,8 \$	3,7 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	92,2	82,6
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(16,6)	(11,4)
Impôt sur le résultat différé	(14,7)	(8,5)
Crédits d'impôt à l'investissement	2,2	(0,9)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	0,9	3,3
Régimes de retraite à prestations définies	(1,4)	4,3
Autres passifs non courants	(2,4)	(5,3)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(8,4)	(3,5)
Autres	10,8	3,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(179,7)	(230,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(49,3) \$	(162,6) \$
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations corporelles	(90,6) \$	(73,9) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3,4	4,0
Dépenses en immobilisations incorporelles	(39,8)	(25,4)
(Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence	(12,7)	1,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,6	6,4
Autres	—	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(133,1) \$	(92,8) \$
Activités de financement		
(Remboursement net sur les) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	(249,2) \$	133,3 \$
Produit tiré de la dette à long terme	408,5	8,9
Remboursement sur la dette à long terme	(26,5)	(23,6)
Remboursement sur les obligations locatives	(14,8)	(12,3)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	3,4	11,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	121,4 \$	117,8 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(3,8) \$	(2,5) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(64,8) \$	(140,1) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	217,6	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	152,8 \$	206,0 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales 1-514-341-2000, poste 7939, samantha.golinski@cae.com